

Les suites du sommet – le G8 de Gleneagles une année après

9 juin 2006

Introduction

Le 31 mars 2006, le Président zambien Levy Mwanawasa a annoncé qu'à partir de ce jour les soins de santé de base seraient gratuits pour tout le monde. Cette décision a été rendue possible en partie grâce à l'argent économisé suite à l'annulation de la dette de 5 milliards de \$ de la Zambie envers le Fonds Monétaire International (FMI). Se rendre à la clinique pour obtenir des médicaments de base, ce qui jusque là était le privilège d'un petit nombre, est devenu un droit pour tous.

Une année s'est écoulée depuis le sommet du G8 à Gleneagles en juillet 2005. Depuis la fin 2005, un million de personnes contaminées par le VIH dans les pays pauvres a maintenant accès à un traitement. Au Burundi, la suppression des frais scolaires a permis en 2005 à 300.000 enfants d'être scolarisés. Cependant, malgré ces récits illustrant des progrès, au cours de la même année, 500.000 femmes sont mortes des suites de leur grossesse ou de leur accouchement et 11 millions d'enfants sont morts du fait de la pauvreté, des conflits et des maladies. Cela équivaut à la mort d'une femme toutes les minutes et à celle d'un enfant toutes les trois secondes.

Une année a passé depuis que 36 millions de personnes dans plus de 70 pays se sont unies autour de l'Appel Mondial à l'Action contre la Pauvreté, et ont demandé aux dirigeants du monde d'agir, selon les paroles de Nelson Mandela, pour vaincre l'injustice créée par la pauvreté mondiale. En Grande-Bretagne, 250.000 personnes ont défilé à travers Edimbourg pour que le G8 passe à l'action, et partout dans le monde 2 milliards de personnes ont regardé Live 8. Tous demandaient aux dirigeants une annulation effective de la dette, une aide au développement plus importante et de meilleure qualité et un commerce plus juste. C'est un nouvel objectif qu'ils ont fixé pour toute une génération : faire de la pauvreté une histoire du passé [make poverty history].

Une année s'est écoulée depuis que les dirigeants du G8 ont répondu en acceptant d'annuler les dettes que 40 des pays les plus pauvres du monde devaient à la Banque Mondiale, au FMI et au Fonds de Développement Africain. Ils ont également promis

d'augmenter l'aide aux pays pauvres de 50 milliards de \$ d'ici à 2010, et d'en consacrer la moitié à l'Afrique. Ils ont promis des augmentations de l'aide humanitaire, plus de soutien pour le maintien de la paix et le contrôle des armes, et ils ont demandé que soit prise au niveau mondial une série d'accords commerciaux favorables aux nations pauvres. Enfin, ils ont convenu de s'occuper des changements climatiques. Même si ces promesses n'étaient pas à la mesure des demandes et des besoins pour éradiquer la pauvreté, elles représentaient tout de même un ensemble substantiel d'engagements qui, s'ils étaient suivis d'effet, auraient le potentiel de changer la vie de millions de personnes.

Ce week-end les ministres des finances du G8 se rencontrent en Russie. Il s'agit d'une réunion critique pour parvenir à un accord sur les engagements financiers à annoncer lors du sommet du G8 qui suivra en juillet à Saint-Pétersbourg. Il y a exactement une année, ce sont les ministres des finances du G8 qui ont fixé les termes de l'annulation de la dette lors de négociations acharnées tenues à Londres. A l'ordre du jour de ce week-end se trouve un bilan des progrès réalisés depuis l'année dernière, et en particulier la nécessité de mobiliser de nouveaux moyens financiers pour la santé et l'éducation dans les pays pauvres. Il faut 10 milliards de \$ par an pour scolariser tous les enfants,¹ et 27 milliards de \$ pour permettre l'accès de tous à des soins de santé de base.²

Il y a un an, les dirigeants du G8 ont fait des promesses significatives qui pourraient affecter la vie de millions de personnes qui vivent dans la pauvreté. Il ne faut bien entendu pas s'attendre à des miracles en une année, mais il est raisonnable d'attendre des progrès substantiels. A l'approche du G8 en Russie, le présent document étudie les progrès (ou le manque de progrès) réalisés depuis le G8 de Gleneagles dans les domaines de la dette, de l'aide, des conflits, du commerce et des changements climatiques.

L'annulation de la dette change déjà les choses

Le 6 janvier 2006, le FMI a annulé la dette de 19 des pays les plus pauvres. C'est une mesure qui va changer la vie de millions de personnes. Au Ghana, l'argent économisé est utilisé pour améliorer les infrastructures de base, parmi lesquelles des routes rurales d'accès, et pour augmenter les dépenses d'éducation et de soins de santé. En Tanzanie, le gouvernement utilise l'argent économisé pour importer des produits alimentaires vitaux pour ceux qui subissent la sécheresse.³ A travers l'Afrique, soulager le poids de la dette a permis de consacrer des millions de dollars à la lutte contre la pauvreté plutôt qu'au remboursement des pays riches.

L'annulation de la dette du FMI est la première étape de l'accord conclu par le G8 en 2005 pour annuler les dettes de 40 des pays les plus pauvres envers la Banque Mondiale, le FMI et le Fonds de Développement Africain. Cet accord constitue un sérieux pas en avant pour mettre un terme au fardeau supporté par les pays les plus pauvres et, pour la première fois, il a été reconnu que de nombreux pays pauvres auront besoin que leurs dettes soient annulées à 100% pour avoir une chance de gagner la bataille contre la pauvreté.

Zambie – récolter les bénéfices de l'annulation des dettes

L'impact de l'annulation de la dette en Zambie réduira la dette globale du pays de 7 milliards de \$ à environ 500 millions, ce qui libérera des ressources vitales permettant de réduire la pauvreté. La Zambie vient juste de publier son nouveau budget pour 2006, et la part des dépenses consacrées à l'éducation et à la santé a été substantiellement augmentée. Les soins de santé de base sont désormais gratuits. Parmi les dépenses supplémentaires en matière d'éducation il y aura des fonds destinés à recruter plus de 4.500 enseignants et à la construction et la réhabilitation d'écoles dans les zones rurales et urbaines. Des fonds supplémentaires seront consacrés à des programmes de contrôle et d'atténuation du VIH/Sida, à des soins de santé de base et communautaire, au recrutement de personnel médical et à l'achat d'équipement médical et de médicaments.

Afin de démontrer comment ils vont faire le meilleur usage de l'annulation de la dette et de l'augmentation de l'aide, les gouvernements africains ont élaboré des plans de lutte contre la pauvreté et des méthodes qui montrent clairement comment l'argent économisé sera dépensé pour aider les personnes pauvres plutôt que gaspillé à cause de la corruption. Au Malawi, par exemple, le président Bingu wa Mutharika a pris des mesures strictes concernant la corruption. L'ancien ministre de l'Éducation purge maintenant une peine de prison pour détournement de fonds gouvernementaux ; d'autres politiciens de haut rang encourent des poursuites. En Mauritanie, où il y a eu un coup d'état en 2004, l'annulation de la dette a été reportée en attendant que le nouveau gouvernement fasse ses preuves en termes de gestion financière. Au Nigeria, le formidable ministre des Finances Ngozi Ogonzi-Iweala a mis en place un fonds d'action pauvreté permettant de canaliser les ressources produites par l'annulation des dettes ; la formation de milliers d'enseignants nouveaux compte parmi les dépenses spécifiques financées de cette manière. Dans de nombreux pays, les organisations caritatives, les églises et les syndicats contrôlent leur gouvernement et exigent que l'argent reçu soit dépensé de manière transparente pour combattre la pauvreté.

Après s'être mis d'accord à Gleneagles sur les grandes lignes de la remise de dette, le reste de l'année 2005 a été consacré à régler des querelles de détails. Certains pays

riches, ainsi que la Banque Mondiale et le FMI, ont tenté à plusieurs reprises de diluer l'accord. L'accord original, par exemple, consistait à compter toutes les dettes dues au FMI, à la Banque Mondiale, et au Fonds de Développement Africain jusqu'à fin 2004. Afin d'économiser de l'argent, l'accord avec la Banque Mondiale ne couvre plus que les dettes jusqu'à fin 2003 ; un simple coup de gomme qui coûte aux pays pauvres 5 milliards de dettes qui ne seront pas annulées.

Qui plus est, des annulations de dettes encore plus nombreuses sont nécessaires ; des pays massivement endettés comme le Bangladesh et le Kenya restent exclus de l'accord. La Jubilee Debt Campaign calcule que plus de 60 pays risquent de ne pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement si leurs dettes ne sont pas entièrement annulées. Même si l'accord de 2005 est entièrement appliqué, il ne concernera qu'environ 40 pays. Les dettes dues à d'autres banques régionales (notamment la Banque de Développement Inter Américaine) n'ont pas été incluses dans l'accord. De plus, les pays sont toujours obligés de mettre en œuvre des réformes économiques néfastes comme des privatisations inappropriées ou des mesures de libéralisation commerciale afin d'être éligibles pour une remise de dettes. Le fait qu'une grande partie de ces dettes aient une origine illégitime due à des emprunts irresponsables contractés par des dirigeants non élus dans les années 80, n'est toujours pas reconnu.⁴ Le gouvernement sud-africain actuel continue par exemple de rembourser des milliards empruntés par l'ancien régime d'Apartheid.

Malgré tout, les accords obtenus l'année dernière face à une pression mondiale sans précédent commencent déjà à avoir un impact positif sur la vie des gens. Il s'agit d'un hommage à l'infatigable action des activistes et à la pression qu'ils ont réussi à faire peser sur les ministres des finances et les dirigeants du G8 et à la manière positive dont les dirigeants y ont répondu. Les mêmes activistes vont en 2006 se tourner à nouveau vers le G8 pour étendre la remise de la dette à tous les pays qui en ont besoin pour combattre la pauvreté.

Aide : un double décompte qui masque des progrès limités

A Gleneagles, le G8 avait promis d'augmenter l'aide de 50 milliard de £ par an d'ici à 2010, ce qui ne représente que la moitié de ce que les Nations Unies avaient calculé comme nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2010. Cela amènera les pays riches au point où ils verseront 0,36% de leur produit national brut (PNB), soit exactement la moitié du chiffre cible de 0,7% qu'ils se sont tous engagés à atteindre il y a plus de 30 ans, en 1970.

Malgré tout, si elle est fournie, cette aide pourrait entraîner de grands changements dans la lutte contre la pauvreté. Cette aide pourrait potentiellement aider à payer pour que chaque enfant puisse aller à l'école, une première dans l'histoire de l'humanité. Elle pourrait aussi contribuer à fournir des soins de santé gratuits aux 500.000 femmes qui meurent chaque année pendant la grossesse ou l'accouchement et des soins médicaux pour des millions de personnes contaminées par le VIH/Sida. Elle peut également aider à former et à payer les 2 millions d'enseignants et les 4 millions de travailleurs de santé nécessaires immédiatement. Pour qu'elle fonctionne, cette aide doit impliquer un véritable engagement de financement flexible et à long terme non assorti à des conditionnalités néfastes. Il faut également que l'aide aille directement aux pays qui en ont besoin.

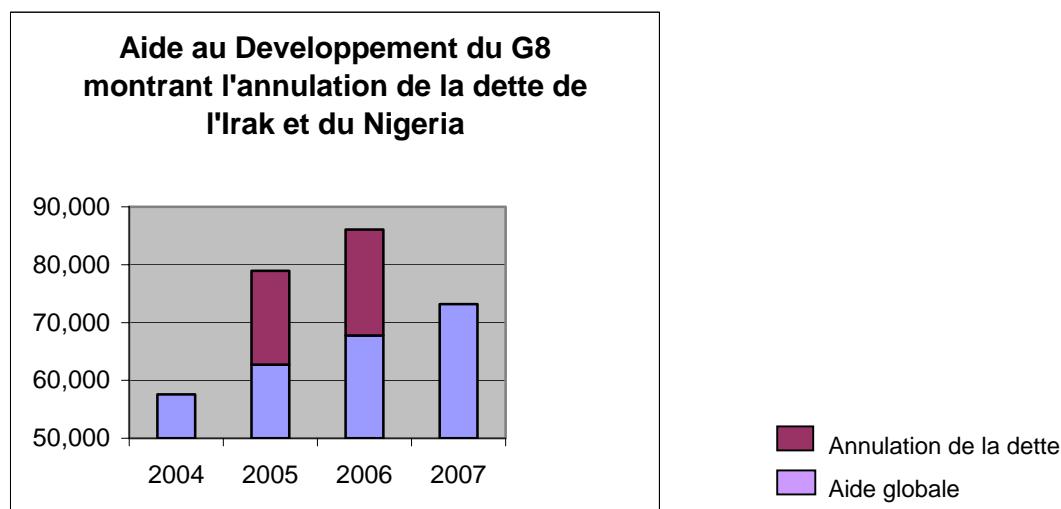
A première vue, les chiffres de l'OCDE montrent une augmentation massive de l'aide du G8 en 2005, 21 milliards de \$ ou 37% de plus que le niveau de 2004. Cependant, cette augmentation ne résiste pas à un examen plus approfondi dans la mesure où l'immense majorité de cette augmentation (80%) est constituée par un accord unique d'annulation de la dette pour l'Irak et le Nigeria – il ne s'agit donc en aucun cas d'une injection d'argent frais dans la lutte contre la pauvreté. Comptabilisés ensemble, ces deux accords d'annulation représentent 17 milliards de \$ sur une augmentation totale de 21 milliards. Si l'on ne compte pas ces chiffres, la tendance sous-jacente de l'aide donnée par certains pays est très sérieusement préoccupante.

L'annulation de la dette pour des pays pauvres comme le Nigeria est importante et nécessaire. L'annulation des dettes dues par les pays pauvres aux pays riches permet à ces pays d'investir dans l'éducation, la santé et d'autres politiques de lutte contre la pauvreté. Annuler les dettes de l'Irak, qui avaient été contractées par le régime de Saddam Hussein, libère des fonds qui vont permettre au gouvernement de reconstruire le pays. Les dettes doivent être annulées et en plus, l'aide doit être massivement augmentée. Cependant, si les pays riches utilisent leur budget d'aide pour payer l'annulation des dettes, alors aucun argent nouveau ne sera disponible pour que les pays pauvres puissent lutter contre la pauvreté. En 2002, lors de la conférence de Monterrey sur le Financement du Développement, les pays riches ont promis de mettre fin à cette pratique du double décompte qui consiste à compter l'annulation des dettes comme de l'aide. Malgré les promesses, cette pratique se poursuit toujours.⁵

En plus d'utiliser l'aide pour payer l'annulation de la dette, les pays riches comptabilisent également le coût de l'annulation sur une très courte période alors que les économies réalisées par les pays pauvres sont échelonnées sur un calendrier beaucoup plus long. Cela signifie que les chiffres de l'aide sont gonflés et semblent représenter des sommes énormes, alors que dans les faits, il y a beaucoup moins d'argent réellement disponible pour combattre la pauvreté. Par exemple, les chiffres de l'aide en 2005 et 2006 vont inclure la totalité des 18 milliards de \$ de coût d'annulation des 35 milliards de dettes du Nigeria. Mais les économies réellement réalisées par le Nigeria ne représenteront qu'approximativement 1 milliard de \$ par an sur une période de 20 années.⁶ Le résultat net, malgré une augmentation apparente énorme de l'aide en 2005, est qu'il y a beaucoup moins d'argent nouveau disponible pour combattre la pauvreté. Une fois déduits les accords concernant le Nigeria et l'Irak, l'aide du G8 n'aura augmenté que d'à peine 9% en 2005. La situation devrait être similaire en 2006, lorsque la deuxième tranche d'annulation des dettes de l'Irak et du Nigeria sera décomptée de l'Aide au Développement à l'Étranger. Il serait dangereux de laisser ces chiffres masquer l'échec du G8 à augmenter le volume réel de l'aide en accord avec les engagements pris à Gleneagles ce qui pourrait lui permettre de lever le pied.

Un point critique sera atteint en 2007, lorsque disparaîtra le pic artificiellement créé par l'annulation de la dette, et que la tendance de fond inadéquate adoptée par certains pays-clés du G8 sera pleinement visible et apparaîtra comme insuffisante pour remplir les engagements pris. Les pays du G8 doivent démontrer maintenant comment ils comptent désamorcer la bombe à retardement de 2007. Ils devraient le faire en séparant l'annulation de la dette de l'aide (comme le fait la Norvège), ou au minimum en étalant son impact sur les chiffres de l'aide sur une période beaucoup plus longue. De cette manière, les distorsions produites seraient réduites et refléteraient de manière plus réaliste les bénéfices réels tirés par les pays pauvres en termes d'argent disponible pour combattre la pauvreté.

Graphique 1 : Impact de l'annulation de la dette du Nigeria et de l'Irak sur l'aide du G8 de 2004 à 2007⁷



Une analyse pour 2005 est fournie dans le Tableau 1 ci-dessous. Ce tableau montre le décompte des accords sur l'Irak et le Nigeria, mais inclut le bénéfice réel de l'annulation de la dette au Nigeria, qui représente une économie d'environ 1 milliard de \$ au cours de l'année.

Tableau 1 : Impact de l'annulation de la dette de l'Irak et du Nigeria sur l'aide en 2004/2005. Tous les chiffres sont indiqués en millions de \$

	Aide reportée en 2004	Aide reportée en 2005 ⁸	Annulation de la dette de l'Irak & du Nigeria pour 2005	Aide en 2005 après déduction de l'annulation de la dette ⁹	% du changement de l'Aide de 2004 à 2005	Aide en 2005 en % du PNB
Canada	2,599	3,387	321	3,066	18%	0.31
France	8,473	9,925	1,610	8,315	-2%	0.38
Allemagne	7,534	9,847	2,919	6,928	-8%	0.24
Italie	2,462	4,921	1,324	3,597	46%	0.21
Japan	8,922	13,486	3,316	10,170	14%	0.21
Grande-Bretagne	7,883	10,627	2,892	7,735	-2%*	0.33
US	19,705	26,726	3,810	22,916	16%	0.19
Total	57,578	78,919	16,192	62,727	9%	0.27

*Le chiffre global de la Grande-Bretagne est affecté par l'impact des emprunts et des recouvrements réalisés par la Commonwealth Development Corporation en 2004 et 2005. Lorsque l'on tient compte de cet impact, l'Aide au Développement de la Grande-Bretagne augmente de 7% en 2005.

En 2005, l'Italie et les US ont substantiellement augmenté leur aide, mais celle-ci reste tout de même la moins généreuse du G8 comparée à la taille de leur économie respective. L'aide du Japon a augmenté pour la première fois depuis de nombreuses années, en réponse à un effort de campagne sans précédent mené par la coalition

japonaise Hottokenai qui a eu pour résultat de faire porter un bracelet blanc¹⁰ à 4,5 millions de personnes en 2005. Il n'y a cependant pas encore de calendrier clairement défini pour les 10 milliards de \$ supplémentaires qui ont été promis à la veille du G8 de Gleneagles. Des rapports récents suggèrent que le ministre japonais des Finances chercherait à éviter d'augmenter les attributions d'aide et qu'il essaierait de compenser l'augmentation par des remises de dette et des crédits, ce qui pourrait s'avérer très embarrassant pour le Premier Ministre Koizumi lors du G8 en Russie.¹¹ Enfin, le Canada a également enregistré une augmentation à deux chiffres, ce qui est certes louable, mais n'a pas réussi à fixer un calendrier pour atteindre la cible des Nations Unies de 0,7% du PNB, malgré une pression publique énorme. Dans l'ensemble, les membres du G8 sont beaucoup moins généreux que de nombreux autres pays riches ; ils donnent en moyenne 90\$ par personne et par an, comparé à 300\$ pour les Pays Bas. Ils peuvent et devraient donner beaucoup plus.

Education et Santé

Ce manque de générosité a pour conséquence de freiner des initiatives mondiales essentielles mises en place pour combattre la pauvreté, et qui restent sans financement. L'Education Fast Track Initiative (la FTI pour l'Education), le Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et la Malaria et le nouveau Fonds de Réponse Centrale pour les Urgences des Nations Unies sont dramatiquement sous financés.

La FTI pour l'Education, un mécanisme crucial pour améliorer l'aide destinée à l'éducation, doit faire face à un déficit immédiat de 422 millions de \$ pour 2006¹², et doit se battre pour réussir à soutirer ne serait-ce que cette somme minimale aux pays riches. Depuis Gleneagles, seules la Russie, la Grande-Bretagne et l'Italie ont fait de nouvelles contributions à la FTI ; la Russie a donné 77,2 millions de \$, la Grande-Bretagne 177 millions de \$ et l'Italie une aumône de 1 million de \$.

Niger – 200 000 enfants trahis par les pays riches

Au Niger l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés s'est faite à un rythme rapide (plus de 10% par an) depuis 1998. Cela se doit en partie au fait que 40% de sa remise de dette est consacrée à l'éducation. Pourtant, avant le lancement de la FTI il n'y avait aucun espoir d'atteindre l'OMD de 100% d'éducation primaire d'ici à 2015. Le plan de la FTI pour le Niger a soudain rendu cette cible atteignable. Les donateurs ont avalisé avec enthousiasme le plan du Ministère de l'Education pour une scolarisation totale d'ici à 2015 et des fonds catalytiques ont été remis par la FTI. D'ici à la fin de l'année passée, 9 000 enseignants devaient être recrutés et pratiquement 9 000 classes nouvelles construites. Mais les donateurs ont fait faux bond et n'ont pas financé le plan. Un déficit de 76 millions de \$ signifie qu'environ 200.000 enfants au Niger ne vont toujours pas à l'école et ce pour une seule raison : le manque de volonté politique de la part des donateurs à financer des projets qu'ils ont eux-mêmes proposés.

Il convient de féliciter le gouvernement britannique pour la pression exercée au cours des derniers mois sur les autres dirigeants afin qu'ils en fassent plus au niveau de l'éducation, et que les pays riches s'acquittent enfin de leur engagement sur le long terme et fournissent les 10 milliards de \$ annuels nécessaires pour que tous les enfants puissent aller à l'école. La Russie a fait de la santé et de l'éducation une priorité pour le sommet du G8. Dans le monde entier, les activistes attendent des actes.

Une victoire significative de Gleneagles a été l'engagement pris de réussir à fournir un accès universel au traitement contre le VIH d'ici à 2010. A la fin de l'année 2005, un peu plus d'1 million de personnes contaminées par le VIH dans les pays pauvres a eu accès

à un traitement médical – ce qui constitue une grande réussite. C’est pourtant encore bien insuffisant pour être réellement sur la bonne voie pour atteindre la cible de 2010 ; il reste encore 6 millions de personnes qui n’ont pas accès aux médicaments qui pourraient les maintenir en vie. Le manque de financement auquel le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et la Malaria se trouve confronté est l’élément central de ce problème. En plus de leurs engagements historiques, les nations du G8 se sont engagées à financer l’intégralité du Fonds de lutte contre le Sida, la Tuberculose et la Malaria. Ils ont promis 1,5 milliards de \$ supplémentaires depuis Gleneagles, mais cela ne couvre que les programmes existants et ne contribue en rien à la nouvelle série de propositions pour de nouveaux programmes conçus pour atteindre la cible universelle. Ce problème subira un test critique juste avant le G8 russe, lors de la conférence de renouvellement du Fonds Mondial. Des activistes du monde entier demanderont au G8 des dons beaucoup plus substantiels que ceux octroyés jusqu’ici et le financement de l’intégralité du Fonds Mondial.

En plus de financer entièrement ces mécanismes mondiaux, les pays du G8 doivent donner beaucoup plus au niveau national sous la forme d’engagements d’aide flexibles et à long terme. L’aide sous cette forme est vitale pour reconstruire des systèmes publics qui doivent être au cœur de la fourniture de services, et tout particulièrement pour financer les 4 millions de travailleurs de la santé et les 2 millions d’enseignants nécessaires (et leur payer des salaires qui leur permettent de vivre). 24% des maladies mondiales sévissent en Afrique alors que le continent ne compte que 2,5% des travailleurs de la santé du monde.¹³ A l’heure actuelle, 40% de l’aide du G8 est gaspillée en assistance technique coûteuse et est liée à l’achat de services provenant du pays donateur. La Banque Mondiale calcule que le coût d’une seule journée d’expertise internationale peut payer le salaire d’un instituteur pendant une année. L’aide est également donnée à très court terme et avec une coordination minimale ce qui rend un bon usage de l’argent très difficile pour les pays pauvres. En 2005, la Tanzanie a reçu la visite d’au moins un délégué international des donateurs par jour.

L’aide apportée est également minée dans la mesure où elle est conditionnée à la mise en œuvre de politiques économiques néfastes, comme des privatisations inappropriées ou une politique de libéralisation commerciale contreproductive décidées par le FMI et la Banque Mondiale. Le G8 à Gleneagles a pris l’engagement de donner aux pays la possibilité de ‘décider, planifier et séquencer’ eux-mêmes leurs politiques économiques. Malgré cela, à l’OMC, le G8 insiste pour obtenir des baisses radicales de toutes les barrières douanières, éliminant ainsi un instrument essentiel de la politique industrielle. Une étude d’avril 2006 sur l’aide que la Banque Mondiale et le FMI ont consenti à 25 pays pauvres (réalisée par le Réseau Européen sur la Dette et le Développement) a constaté ces deux dernières années une augmentation des conditions imposées pour forcer les pays récipiendaires à adopter des politiques économiques spécifiques.¹⁴

Aide humanitaire

En 2005, le monde a été le témoin de la tragédie du tsunami en Asie du Sud, du tremblement de terre au Pakistan, de crises alimentaires en Afrique et des difficultés vécues par des millions de personnes déracinées à cause de la guerre. Le communiqué de Gleneagles attire l’attention sur les ‘crises humanitaires oubliées’ et la nécessité de fournir un ‘financement d’urgence coordonné ... disponible à temps pour sauver des vies’. Depuis lors, en décembre 2005, les gouvernements se sont mis d’accord pour établir un fonds des Nations Unies destiné à accélérer l’aide humanitaire pendant les premiers jours cruciaux qui suivent l’émergence d’une catastrophe – et à apporter une

aide correcte aux crises dont les gouvernements et les médias ne s'occupent pas. La constitution de ce fonds représentait une avancée significative. En mai 2006, le fonds nouvellement établi a donné 32 millions de \$ aux 10 crises les plus négligées au monde (toutes ces crises, à l'exception d'Haïti, concernent des pays africains). Mais même lorsqu'ils contribuent à ce Fonds Central de Réponse d'Urgence des Nations Unies, le niveau de générosité des différents gouvernements du G8 varie encore considérablement. Le Canada a promis 17 millions de \$ et la Grande-Bretagne pratiquement 70 millions de \$, mais le Japon et l'Allemagne n'ont jusqu'à présent pas avancé le moindre chiffre.

Ce sous-financement signifie également que les victimes de nombreuses crises humanitaires, comme celle qui sévit en République Démocratique du Congo (RDC) où 4 millions de personnes sont mortes entre 1998 et 2004¹⁵ des suites d'un conflit armé prolongé, ne reçoivent pas suffisamment d'aide pour survivre. En 2005, de tous les membres du G8 seul le Canada a fourni 'sa quote-part' pour tenter de répondre aux besoins humanitaires en RDC ; cette 'quote-part' est basée sur un calcul établi par Oxfam qui analyse les contributions des gouvernements donateurs par rapport à leur PNB relatif.¹⁶ En 2006, la Grande-Bretagne aura donné sa 'quote-part' une fois que tout ce qui a été promis aura été donné aux Nations Unies et à d'autres. Jusqu'ici, aucun gouvernement du G8 ne s'est encore engagé à donner sa 'quote-part' au Plan 2006 d'Action Humanitaire des Nations Unies pour la RDC. Alors qu'en 2005 la Grande-Bretagne a donné 4,2% de l'aide humanitaire mondiale, l'Allemagne n'en a donné que 2,9% et la France seulement 1,2%.¹⁷

Le message global concernant l'aide est clair : les pays du G8 n'ont pas fourni les augmentations d'aide qu'ils avaient promises ; l'inflation des chiffres grâce à l'annulation de la dette masque l'indigence des ressources sur le terrain, ce qui se traduit par des enfants qui ne vont pas à l'école, des gens qui meurent inutilement, des classes de 100 élèves par enseignant ou un quota de 8.000 personnes pour chaque travailleur de la santé. A moins que les règles ne soient changées, il y aura à nouveau une inflation massive des chiffres l'année prochaine lorsque la deuxième tranche des accords pour l'Irak et le Nigeria entrera en vigueur. Le G8 doit utiliser sa réunion en Russie pour changer les règles, pour cesser de compter double en comptabilisant l'annulation de la dette comme de l'aide, et pour accepter d'annuler les dettes de tous les pays qui en ont besoin pour pouvoir combattre la pauvreté. Les pays du G8 doivent également se fixer un calendrier indiquant clairement comment ils fourniront une véritable augmentation de l'aide de bonne qualité et sur le long terme, et comment ils tiendront enfin leur promesse de verser 0,7% de leurs revenus d'ici à 2010 au plus tard.

Le maintien de la paix de l'Union Africaine et le commerce des armes : peu d'actes, peu de bénéfiques

Comme l'affirmait le communiqué de Gleneagles, 'la paix est la première condition pour un développement réussi'. Les dirigeants du G8 ont concentré beaucoup d'efforts pour augmenter leur soutien aux initiatives africaines destinées à consolider des accords de paix fragile ainsi qu'à la prévention et à la résolution des conflits. Ils ont promis de 'soutenir la mission de l'Union Africaine au Soudan (Darfour) de la même manière que nous contribuons à l'opération de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS)'. Mais depuis lors, l'action a été lente dans les deux cas. Les

populations du Darfour et du Sud Soudan n'ont que peu profité d'une nouvelle année de déclarations inquiètes émanant de tous les côtés.

En mars 2005, la MINUS a reçu un mandat pour recourir à 10.000 hommes, mais une année après Gleneagles et plus d'une année après l'Accord Global de Paix signé en janvier 2005 pour mettre fin à 22 ans de guerre au Sud Soudan, cette force n'est toujours pas entièrement déployée. Aujourd'hui encore, peu de choses ont changé pour la population de cette région. Selon des récits rassemblés dans la zone de Panyagor au Sud Soudan en novembre et décembre 2005, seulement 17% des personnes interrogées déclaraient qu'il y avait 'beaucoup' de paix et qu'elles se sentaient 'très en sécurité'.¹⁸

Dans le Darfour, dans l'Ouest du Soudan, c'est l'UE plus que le G8 qui a dirigé les efforts pour soutenir l'Union Africaine et sa Mission au Sud Soudan (AMIS); les Etats Unis et le Canada sont les donateurs les plus importants. Mais la vue d'ensemble ne montre que des progrès très lents – et les populations continuent à mourir et à souffrir. Le premier engagement pris par le G8 à Gleneagles à propos des conflits africains, était de fournir une assistance technique à la Force Africaine d'Interposition – une capacité militaire transformée pour l'UA – mais il semble qu'il faudra encore des années pour rendre cette force entièrement opérationnelle ; une des cinq brigades prévues devrait être déployée au cours de l'année 2007. Trop d'efforts ont été consacrés à la formation des troupes de maintien de la paix et de police (il ne s'agit pas bien entendu de dénier l'importance de ce type de formation) et à l'aide en nature au détriment de fonds versés directement à l'UA et aux pays qui fournissent les troupes, comme le Rwanda et le Sénégal. Jusqu'à ce que tout se mette en place, la population du Darfour reste isolée avec pour seul soutien l'AMIS et des pourparlers prolongés visant à l'envoi de troupes de maintien de la paix des Nations Unies pour la fin de l'année. L'AMIS a eu un certain impact, mais elle est incapable d'empêcher les attaques que subissent quotidiennement une grande partie des deux millions de personnes déplacées par le conflit depuis 2003. Ces attaques se poursuivent toujours malgré l'accord de paix partiel conclu en mai 2006. A peine 7.000 soldats de maintien de la paix mal équipés sont déployés sur une zone de la taille de la France. Si un accord intervenait pour un transfert de responsabilité à une mission des Nations Unies, même si la majorité des troupes restaient africaines, les gouvernements du G8 paieraient la plus grande partie de la mission parce qu'ils couvrent 77% du budget de maintien de la paix des Nations Unies.¹⁹ Jusqu'à une telle transition, les pays du G8 doivent de toute urgence renforcer l'AMIS en lui allouant un financement et une assistance technique beaucoup plus élevés afin de permettre par exemple des patrouilles 24h sur 24 autour des camps, des patrouilles d'accompagnement lors de la collecte du bois, des patrouilles sur les routes principales pour permettre l'accès aux camps et enfin des patrouilles sur la frontière du Tchad pour éviter les raids.

Le contrôle des armes : des progrès vers un Traité sur le Commerce des Armes

Lors du sommet de Gleneagles, les dirigeants du G8 ont déclaré que le 'développement de normes internationales sur les transferts d'armes ... serait un pas important'. Douze mois plus tard, cela reste toujours vrai. La Russie, le Canada, les Etats-Unis et le Japon n'ont toujours pas apporté publiquement leur soutien à un Traité sur le Commerce des Armes – l'initiative endossée par l'UE en octobre 2005 qui a pour but d'empêcher les transferts d'armes vers tout pays qui alimenterait des conflits et se rendrait coupable de violations des droits humains.

Le communiqué de Gleneagles avait indiqué qu'une opportunité décisive se profilait en 2006 pour améliorer le contrôle des transferts d'armes légères : la Conférence d'Examen du Programme d'Action des Nations Unies sur les Armes Légères, qui s'ouvre à New York le 26 juin. Cette conférence constitue une opportunité pour que tous les états se mettent d'accord sur une série de règles globales permettant d'instaurer des contrôles nationaux sur les ventes d'armes légères engageant véritablement la responsabilité des gouvernements face à la législation internationale. Aboutir à un accord à New York serait un véritable pas en avant vers un contrôle plus strict du commerce des armes et pourrait contribuer à éviter que les armes ne tombent dans de mauvaises mains. Il ne faut pas que cette conférence se solde par un échec ; il faut qu'elle aboutisse à un accord internationale commun sur la responsabilité des gouvernements à contrôler la fourniture d'armes.

La justice commerciale reste toujours hors de portée

Sans un accord sur le commerce qui garantisse la croissance des pays pauvres, les bénéfices de l'aide et des annulations de dette n'auront qu'un effet de courte durée. Le communiqué final du sommet de Gleneagles permettait d'espérer que les dirigeants signataires, donneraient des directives politiques strictes à leurs négociateurs participant à la réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce qui s'est tenue à Hong-Kong en décembre 2005 pour qu'ils obtiennent un accord favorable aux pays en développement. Contrairement à ces attentes, Hong-Kong a marqué une trahison dans la mesure où les pays riches, menés par ceux du G8, n'ont pas été capables de prendre les mesures courageuses nécessaires pour aboutir à un accord. Malgré les engagements fréquents en faveur d'un cycle commercial favorable au développement, cette réunion ne s'est pas démarquée des précédentes. Bien loin de chercher à promouvoir la capacité des pays en développement à combattre la pauvreté à travers le commerce, les propositions actuellement en discussion ont beaucoup plus tendance à freiner les progrès des pays en développement.

Les Etats-Unis et l'UE ont promis d'ouvrir leurs marchés aux biens agricoles et industriels provenant des pays en développement, mais ils ont créé tellement d'échappatoires que ce qu'ils offrent est très réduit. En échange, les pays du G8 demandent que les pays en développement baissent de manière radicale leurs barrières douanières, un pas sans précédent qui risque de mettre un frein à toute industrialisation supplémentaire.

Néanmoins, il y a eu des avancées dans certains domaines. Les dirigeants du G8 se sont engagés à mettre fin aux subventions à l'exportation sur les produits agricoles d'ici à une date 'crédible'. A Hong-Kong, la date de 2013 a été fixée, sous réserve d'un accord définitif. C'est un point important dans la mesure où ces subventions entraînent des pratiques de dumping de produits subventionnés sur les marchés mondiaux, ce qui met en danger les moyens d'existence des agriculteurs des pays en développement.

20

Les subventions à l'exportation ne sont cependant pas les seules formes de soutien à l'agriculture néfastes pour les populations pauvres du monde. Au cours du sommet de Gleneagles, les dirigeants se sont également engagés à réduire les autres 'subventions domestiques' qui provoquent des distorsions sur les marchés mondiaux. Mais les pays riches ont refusé d'en appliquer les conséquences. Le texte de Hong-Kong spécifiait bien que les baisses en terme de soutien domestique devraient être réelles et non pas

des 'baisses sur papier', mais le langage employé était suffisamment imprécis pour permettre au pays riches de ne pas s'y tenir.

A Hong-Kong, les pays riches ont déclaré que 97% des exportations en provenance des Pays les Moins Avancés (PMA) seraient exonérées de taxes douanières et de quotas. Cependant, les types de produits exportés par les PMA sont tellement peu nombreux que les pays riches peuvent inclure des secteurs d'importance capitale pour les PMA dans les 3% restants, comme le textile par exemple, et continuer à imposer des barrières douanières sur ces exportations. Il est prévu que les accès préférentiels dont jouissent actuellement les PMA soient érodés par un accord sur les termes offerts par les pays riches, ce qui risque fortement de laisser les pays pauvres dans une situation encore plus désavantageuse que celle qui prévaut actuellement.

Des progrès insuffisants ont également été réalisés en matière d'accélération des tarifs - c'est-à-dire l'imposition par les pays riches de taxes douanières plus élevées sur des produits qui ont été manufacturés ou qui ont une valeur ajoutée - ce qui décourage le développement économique en forçant les pays en développement à se concentrer sur l'exportation de matières premières de peu de valeur plutôt que de faire progresser leurs industries de transformation.

Enfin, le communiqué faisait référence à la nécessité de disposer de fonds supplémentaires pour que les pays africains puissent satisfaire aux normes de qualité et de santé des pays riches lorsqu'ils cherchent à exporter des denrées agricoles. L'idée d'aide contre commerce était une des priorités à Hong-Kong et la déclaration ministérielle finale prescrivait la mise en place d'un groupe de travail consultatif chargé de faire avancer cette question. Tout mécanisme d'aide contre commerce doit impliquer des fonds supplémentaires plutôt que d'entraîner le détournement d'une assistance qui couvre déjà d'autres besoins urgents - l'avenir démontrera si c'est bien le cas.

De manière générale, même si l'accord de Gleneagles n'allait pas suffisamment loin dans la poursuite et la mise en œuvre de l'accord de Doha, il avait tout de même le mérite de fixer, en partie du moins, le cadre de ce que les pays riches doivent faire pour que des réformes fonctionnent en faveur des populations pauvres du monde. Malheureusement, à moins que les pays riches ne changent radicalement leurs propositions sur le commerce, non seulement les promesses du communiqué de l'année dernière mais aussi celles plus larges du cycle de développement resteront lettre morte.

Changements climatiques : rien que des paroles et pas d'actes

Avec la pauvreté en Afrique, les changements climatiques étaient l'autre grande priorité de Tony Blair pour la présidence britannique du G8. Il avait dit : 'Je suis convaincu que les changements climatiques sont incontestablement la menace à long terme la plus importante pour notre planète'.²¹

Dans leur appel pour 'un effort mondial concerté sur une longue période', les pays du G8 n'ont pas fixé d'objectifs mesurables mais se sont mis d'accord sur une déclaration politique sur les changements climatiques qui reconnaît que l'activité humaine est à l'origine des changements climatiques et se disent prêts 'à agir dès maintenant avec résolution et urgence'. Les pays du G8 se sont également mis d'accord pour promouvoir une meilleure efficacité énergétique, des combustibles plus propres et une

technologie renouvelable. Ils ont également demandé à la Banque Mondiale de créer un nouveau cadre de travail consacré à l'énergie propre et au développement. Enfin, les pays du G8 ont convenu d'entamer un dialogue avec les pays en développement qui ont des besoins significatifs en terme d'énergie, et de les aider à renforcer leur capacité à s'adapter aux changements climatiques.

Le fait que le Président Bush ait signé la déclaration finale semble marquer un léger assouplissement de la politique américaine par rapport au protocole de Kyoto. A la conférence sur les changements climatiques qui a eu lieu à Montréal en décembre 2005, les participants se sont mis d'accord pour commencer à négocier les termes d'une deuxième période d'engagements sur le Protocole de Kyoto, comprenant des objectifs plus rigoureux sur la réduction de l'émission de gaz nocifs, qui débiterait après la fin de la première période d'engagements en 2012. Malheureusement le nouveau gouvernement canadien a ensuite annoncé en mai 2006 qu'il comptait suivre l'exemple des Etats-Unis et renier ses engagements pris à Kyoto. Il a ensuite entrepris d'éliminer toutes les dépenses qui avaient pour objet d'atteindre les cibles de Kyoto.

Le fait que le G8 se soit concentré sur les changements climatiques a été décisif pour augmenter l'attention du public sur le sujet. Mais, nulle part les processus mis en route ne sont suffisamment rapides pour parvenir aux réductions nécessaires de gaz à effet de serre. Le prochain rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Changement Climatique, à paraître en 2007, devrait démontrer que des changements climatiques néfastes et observables ont déjà été enclenchés.

En plus de l'étape 2 des négociations de Kyoto, le Dialogue 'G8 + 5' a commencé. Celui-ci intègre l'Inde, la Chine, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud, dont les besoins énergétiques et les émissions de gaz à effets de serre augmentent rapidement. La prochaine réunion de ce groupe est prévue au Mexique en septembre 2006. Déterminer si le Dialogue G8 + 5 peut représenter un apport complémentaire et positif à l'accord de Kyoto en incluant des gouvernements comme ceux de l'Inde et de la Chine, ou au contraire s'avérera une manière de contourner Kyoto et de le remplacer par un système volontaire et donc plus faible, reste une préoccupation majeure. Les défenseurs du Protocole de Kyoto – qui n'est entré en vigueur qu'en 2005 – disent qu'il contient tout ce qui est nécessaire : un dispositif législatif international capable de fixer des réductions d'émission obligatoires et légalement contraignantes. Ceux qui critiquent Kyoto disent qu'en ne fixant aucune cible contraignante pour les nations nouvellement industrialisées, le protocole ne fait qu'ignorer un problème en expansion.

La Banque Mondiale n'a pas à son actif un passé très positif dans le domaine du soutien aux énergies renouvelables, et nombreux sont ceux qui craignent que le nouveau Cadre d'Investissement de la Banque encourage le gigantisme – c'est-à-dire la poursuite de méga-projets, du type gros barrages hydro-électriques, qui dévastent le cours des rivières et l'existence des populations qui y vivent.

Jusqu'à présent, les fonds des donateurs destinés à l'adaptation énergétique dans les pays en développement restent très insuffisants par rapport aux besoins. La Banque Mondiale souligne très justement les besoins en terme d'adaptation dans sa récente analyse et tente même d'en donner une estimation (entre 10 et 40 milliards de \$ par an). Mais jusqu'à maintenant seules quelques centaines de millions de \$ au maximum y ont été consacrées.

'La sécurité énergétique', le thème principal du G8 en Russie, signifie déjà différentes choses pour différentes personnes, entre autres : un approvisionnement ininterrompu de combustibles à des prix stables et prévisibles ; une opportunité pour conclure des marchés lucratifs ; l'opportunité d'une révolution des énergies renouvelables ; ou une

simple question de vie ou de mort pour de nombreux habitants de pays en développement qui peinent à trouver suffisamment de bois pour cuire leur repas journalier.

À Gleneagles, les pays du G8 ont pris des mesures pour accroître la sensibilisation et l'engagement du public, mais au moment où les tensions mondiales concernant l'énergie augmentent, le risque existe que le consensus mondial si fragile ne se détériore et soit remplacé par une quête nationaliste et compétitive d'une sécurité des ressources dans laquelle les pays les plus pauvres se retrouveront marginalisés.²²

Et maintenant ?

Si une semaine est déjà longue en politique, une année est une éternité. Les Russes ont mis l'éducation, la santé et l'Afrique à l'ordre du jour du G8 de juillet à Saint-Pétersbourg, mais tous les signes sont là pour montrer que de nombreux pays souhaitent un retour à des réunions du G8 plus discrètes et moins ambitieuses, centrées principalement sur l'économie mondiale. De nombreux observateurs craignent que le gouvernement allemand ne donne pas une priorité très élevée au développement et à la pauvreté dans le monde à l'ordre du jour de son G8 l'année suivante.

Oxfam, l'Appel Mondial à l'Action contre la Pauvreté et les activistes du monde entier ne laisseront pas passer cela. Alors que les dirigeants dans les pays en développement continuent à augmenter leurs ambitions et à démontrer leur engagement à mettre fin à la pauvreté et à l'insécurité, il est impératif que cette énergie trouve sa réciprocité auprès du G8. Les dirigeants du G8 devront agir en accord avec les promesses qu'ils ont faites aux populations pauvres du monde à Gleneagles et au cours des sommets précédents, et ils seront mis au défi d'aller plus loin. Il ne leur sera pas permis de se contenter d'un retour au traitement des affaires courantes. L'année dernière, des millions de personnes partout dans le monde ont manifesté pour prouver qu'elles n'avaient pas l'intention de continuer à tolérer la pauvreté ou des dirigeants qui lui permettent de perdurer.

L'Appel Mondial à l'Action contre la Pauvreté a formé des coalitions en Russie ainsi qu'en Allemagne et au Japon, qui présideront le G8 en 2007 et 2008. Des millions d'activistes dans ces pays seront mobilisés pour garantir que leurs gouvernements placent le combat contre la pauvreté au sommet de leur ordre du jour. Ils travaillent également avec des activistes dans d'autres pays du G8 ainsi qu'en Asie, en Amérique Latine et en Afrique, afin de maintenir la pression sur les huit dirigeants et les forcer à honorer leurs engagements de mettre fin à la pauvreté.

Les prochains six mois seront d'une importance capitale pour les populations pauvres du monde. Pour l'instant, ce sont les ministres des finances du G8 qui vont se trouver sous pression à Moscou ce week-end, et ce sera le tour de leurs dirigeants le mois prochain à Saint-Pétersbourg. Il faut qu'ils tiennent leurs promesses et augmentent l'aide à l'éducation et à la santé, il faut qu'ils fournissent les milliards de dollars supplémentaires qui sont nécessaires et il faut qu'ils changent les règles qui permettent d'enfler artificiellement les chiffres de l'aide.

Les opportunités pour prendre des mesures visant à contrôler le commerce des armes doivent être saisies à la fois lors de la Conférence d'Examen des Nations Unies de juin et lors du 1^{er} Comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'octobre. Les pays riches doivent enterrer leurs intérêts égoïstes et proposer en 2006 un accord sur le

commerce qui accorde réellement la priorité aux intérêts des plus pauvres. Enfin, ils ne doivent pas permettre que la poursuite étroite de leur propre sécurité énergétique ne masque la nécessité urgente du monde à faire face aux problèmes posés par les changements climatiques et à renverser la tendance, ou à aider les pays pauvres à s'adapter aux changements qu'ils sont déjà en train de subir. Le monde a les yeux grands ouverts et il ne détournera pas le regard.

Annexe 1 : Chiffres globaux de l'aide pour 2004/2005 après déduction de la remise de dette de l'Irak et du Nigeria

	Aide 2004	Aide 2005 ²⁴	Remise de dette à l'Irak ²⁵	Remise de dette au Nigeria ²⁶	Bénéfice au Nigeria suite à la remise de dette ²⁷	Déduction totale	Aide en 2005 moins la déduction	% de changement en 2004-2005 après la déduction	% du PNG en 2005 après la déduction
Canada	2599	3387	321	0	0	321	3066	18%	0.31
France	8473	9925	613	1226	230	1610	8315	-2%	0.38
Allemagne	7534	9847	1990	1142	213	2919	6928	-8%	0.24
Italie	2462	4921	906	516	98	1324	3597	46%	0.21
Japan	8922	13486	3316	0	0	3316	10170	14%	0.21
Grande-Bretagne	7883	10627	1209	2071	388	2892	7735	-2% ²⁸	0.33
US	19705	26726	3810	0	0	3810	22916	16%	0.19
Total	57578	78919	12164	4956	929	16192	62727	9%	0.27

Tous les chiffres sont indiqués en millions de \$.²³

Le DAC de l'OCDE aboutit à des conclusions similaires concernant la globalité de l'impact de la remise de la dette sur les chiffres de l'Aide au Développement à l'Etranger : <http://www.oecd.org/dataoecd/34/24/36418634.pdf>

Notes

¹ Ce chiffre de 10 milliards de \$ par an a été tiré de Doney, M. and Wroe, M. (2006) 'Keeping our promises : Delivering education for all.' Londres : HM Treasury et DFID.

² Commission sur les Phénomènes Macroéconomiques et la Santé, rapport final 2001 : <http://www.cid.harvard.edu/cidcmh/CMHReport.pdf>

³ FMI 'Use of MDRI Resources' communication personnelle, May 2006.

⁴ Ce sont ces considérations qui ont mené les Ambassadeurs Africains auprès de l'Union Africaine à déclarer en juillet 2005 que « les annulations [de dettes] ne devraient pas constituer un prétexte pour diviser l'Afrique, mais plutôt renforcer son unité ». Ils ont lancé un appel aux gouvernements africains et aux organisations de la société civile pour qu'ils poursuivent leur mobilisation en faveur d'une annulation couvrant l'ensemble des composantes de la dette extérieure et l'ensemble des pays du continent qui en ont besoin.

⁵ Au cours des derniers mois, cette question s'est également avérée source de tensions entre les représentants du G8 et les gouvernements africains qui travaillent ensemble dans le cadre du Forum de Partenariat G8/Afrique mis en place en 2002 afin de contrôler l'exécution du Plan d'Action pour l'Afrique. C'est une question qui sera soulevée lors de la réunion d'octobre à Moscou.

⁶ En outre, afin de garantir cette annulation, le Nigéria a dû accepter un remboursement immédiat d'une dette supplémentaire de 12,4 milliards de \$ à ses créiteurs sur une période de 6 mois allant de janvier à juin 2006. Cela signifie par exemple, que la Grande-Bretagne a reçu du Nigeria une somme plus importante que le total de ce qu'elle a donné pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne en 2006.

⁷ Ce graphique est basé sur les chiffres suivants :

Année	2004	2005	2006	2007
Aide du G8 sans annulation de la dette	57.578	62.727	67.745	73.165
Annulation de la dette	0	16.192	18.321	0
Chiffre total	57.578	78.919	86.066	73.165

Le chiffre de l'annulation de la dette en 2006 est estimé sur la base d'informations obtenues auprès du Club de Paris sur les accords individuels pour l'Irak et le Nigeria, alors que le reste de l'annulation pour le Nigeria et une annulation supplémentaire de 30% de la dette irakienne auront lieu en 2006 (dans ce dernier cas, il s'agira d'un peu moins de 30% parce que les Etats-Unis vont payer les deux tranches en 2005). Les derniers 20% de l'accord irakien prendront effet lorsque l'Irak aura mis en œuvre trois années de son programme du FMI.

⁸ Les chiffres ont été corrigés à la baisse en fonction des prix en \$ de 2004, afin de permettre la comparaison.

⁹ Cette déduction totale a été atteinte en déduisant l'impact de l'annulation de la dette de l'Irak et du Nigeria et en rajoutant ensuite le bénéfice tiré par le Nigeria de l'accord d'annulation de la dette, qui a été estimé à environ 1 milliard de \$ par an. La déduction n'inclut pas d'autres annulations de dettes, même pas celles consenties dans le cadre de l'accord d'annulation de dettes multilatérales avec le G8. Les objectifs du tableau sont de démontrer l'impact de ces deux accords uniques avec l'Irak et le Nigeria et la distorsion des chiffres. Le DAC de l'OCDE a préparé des chiffres similaires, mais ils y sont arrivés en déduisant en une fois toutes les annulations de dettes pour 2004 et 2005 - voir <http://www.oecd.org/dataoecd/34/24/36418634.pdf>

¹⁰ Le bracelet blanc était le symbole planétaire de l'Appel Mondial à l'Action contre la Pauvreté.

¹¹ L'appel pour une réduction de l'aide 'met en danger la promesse de Koizumi'
H<http://news.ft.com/cms/s/42cdf8a4-eab3-11da-9566-0000779e2340.html>

¹² Ce chiffre ne tient pas compte de la promesse faite par la Russie de 70 millions de \$, dans la mesure où, au moment de rédiger ce document, cette donation ne comportait pas de calendrier et il n'était pas clairement établi sous quelle forme cet argent serait disponible.

¹³ Au cours du Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine de mai 2006, les gouvernements africains se sont engagés au plus haut niveau, à réduire de 25% la prévalence du VIH parmi les jeunes, à garantir que 80% des femmes enceintes aient accès aux Mesures de Prévention de la Transmission Mère à Enfant, et à ce que 80% des personnes contaminées par le VIH aient accès à des soins et à une assistance. Les 53 présidents ont demandé que soit doublé le nombre des travailleurs de santé pour qu'il passe de 2,5% du total global à au moins 5%. Oxfam soutient cette demande. L'Afrique et le G8 doivent commencer à augmenter leurs dépenses de santé pour qu'elles atteignent au moins une moyenne de 34\$ par personne. (Source : Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine : Position Commune sur le VIH/Sida, la Tuberculose et la Malaria, Abuja, Nigeria, 2 au 4 mai 2006.)

¹⁴ EURODAD, à venir. Cette étude examine des prêts de la Banque Mondiale et du FMI consentis à 25 pays pauvres et identifie des tendances au niveau des chiffres et des types de conditions imposées aux cours des dernières années.

¹⁵ 'Mortalité en RDC : Une Enquête Nationale' Article de la CRI dans le Lancet, 7 janvier 2006.

¹⁶ Oxfam International, 'Couvrir des besoins réels', Note d'information, 13 février 2006, p 10.

¹⁷ Chiffres tirés de UN OCHA : <http://ochaonline.un.org/index.asp>

¹⁸ Oxfam Grande-Bretagne, 'Une Initiative de Contrôle à partir de la Communauté' (2005), Résumé, réponses aux questions 4, 6 et 10.

¹⁹ Centre sur la Coopération Internationale, Université de New York, 'Bilan Annuel des Opérations Mondiales de Paix' Boulder: Lynne Rienner, Tableau 5.24, p 146.

²⁰ Important aussi en attendant un accord pour leur élimination car d'ici à 2013 la majorité des subventions à l'exportation auront été éliminées graduellement du fait de la réforme en cours de la Politique Agricole Commune. Les subventions à l'exportation sont une forme relativement peu importante de soutien agricole en Europe (qui est tout de même le plus gros utilisateur de ce type de subventions qui totalisent 2,5 milliards d'euros par an) – elles ne représentent qu'à peine 3,6% du total des paiements agricole de l'UE.

²¹ Tony Blair; lettre pour Stopper le Chaos Climatique, 28 février 2006.

²² Sources : Déclaration et Plan d'Action du G8 de Gleneagles: Changement Climatique, Energie Propre et Développement Durable.

²³ Tous les chiffres proviennent du DAC de l'OCDE.

²⁴ Aligné à la baisse sur le prix de 2004.

²⁵ Aligné à la baisse sur le prix de 2004.

²⁶ Aligné à la baisse sur le prix de 2004.

²⁷ Le bénéfice est basé sur une économie approximative réalisée par le Nigeria qui serait de 1 milliard de \$ par an, divisé par le nombre de créiteurs du G8 impliqués dans l'accord.

²⁸ Le chiffre d'ensemble de la Grande-Bretagne est affecté par l'impact des emprunts et des recouvrements réalisés par la Corporation pour le Développement du Commonwealth en 2004 et 2005. En 2004, la CDC a perdu 210 millions de £, et en 2005 elle a gagné 196 millions. Lorsqu'on tient compte de ces chiffres, l'ensemble de l'Aide au Développement à l'Etranger (ODA) a augmenté de 7% en 2005.

© Oxfam International juin 2006

Ce document a été rédigé par Max Lawson, Liz Stuart, Ed Cairns et John Magrath. Des commentaires additionnels ont été apportés par Adrian Lovett, Sarah Kline, Mark Fried, Romilly Greenhill, Duncan Green, Jamie Balfour-Paul, Simon Gray, Nicolas Guillard, Alison Woodhead et Nicky Wimble. Il fait partie d'une série de documents écrits pour informer le débat public sur des grandes questions de développement et de politique humanitaire.

L'utilisation de ce texte dans un but de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche est gratuite à condition que la source en soit dûment citée. Le détenteur des droits d'auteurs demande que tout usage de ce type lui soit notifié afin de pouvoir effectuer une évaluation de l'impact du document. Une permission explicite doit être obtenue pour copier le texte dans d'autres circonstances que celles mentionnées ci-dessus, ou pour le réutiliser dans d'autres publications, ou encore pour le traduire ou l'adapter, dans ces cas il est possible que des droits soient demandés. Merci de vous adresser à publish@oxfam.org.uk.

Pour de plus amples informations sur les questions soulevées dans ce document n'hésitez pas à écrire à advocacy@oxfaminternational.org.

Oxfam International est une confédération de 12 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux agences listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur: www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam America 26 West St., Boston, MA 02111-1206, USA Tél. : +1.617.482.1211 E-mail : info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél. : +852.2520.2525 E-mail : info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australia 156 George St., Fitzroy, Victoria 3065, Australia Tél. : +61.3.9289.9444 E-mail : enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermon Oxfam (Spain) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tél. : +34.902.330.331 E-mail : info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tél. : +32.2.501.6700 E-mail : oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Ireland Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tél. : +353.1.672.7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tél. : +44.28.9023.0220 E-mail : communications@oxfam.ie www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél. : +1.613.237.5236 E-mail : info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1032, New Zealand Tél. : +64.9.355.6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail : oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tél. : +49.30.428.50621 E-mail : info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Novib (Netherlands) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tél. : +31.70.342.1621 E-mail : info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Great Britain Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tél. : +44.(0)1865.473727 E-mail : enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél. : +1.514.937.1614 E-mail : info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tél. : +44(0)1865.339100. E-mail : information@oxfaminternational.org. Web site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International:

Washington: 1100 15th Street NW, Ste. 600, Washington, DC 20005, USA
Tél. : +1.202.496.1170. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Brussels: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium
Tél. : +322.502.0391. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Genève: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland
Tél. : +41.22.321.2371. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA
Tél. : +1.212.687.2091. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org

Organisations liées à Oxfam :

Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan
Tél. : + 81.3.3834.1556. E-mail : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp
Oxfam India B55, First Floor, Shivalik, New Delhi, 1100-17, India
Tél. : + 91.11.26693 763. E-mail : info@oxfamint.org.in Web site: www.oxfamint.org.in

Membres observateurs d'Oxfam:

Les organisations suivantes ont actuellement un statut de membres observateurs auprès d'Oxfam International et travaillent à l'obtention d'une possible affiliation complète :

Agir ici (France) 104 Rue Oberkampf, 75011 Paris, France
Tél. : + 33.1.56.98.24.40. E-mail : agirici@agirici.org Web site: www.agirici.org
Fundación Rostros y Voces (México) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Nápoles, C.P. 03810 México, D.F.
Tél./Fax : + 52.55.687.3002. E-mail : correos@rostrosyvoces.org Web site: www.rostrosyvoces.org